

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 88 — 1483

6 MAI 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française réglant le fonctionnement de la Commission d'appel du Fonds spécial d'assistance et fixant les indemnités et rémunérations allouées au président et aux membres

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance, notamment l'article 10, § 2, modifiée par la loi du 3 avril 1965 et par l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 octobre 1985 instituant la Commission d'appel du Fonds spécial d'assistance de la Communauté française, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1988 portant nomination du président, des membres, du secrétaire et du secrétaire-adjoint de la Commission d'appel du Fonds spécial d'assistance;

Vu la délibération de l'Exécutif du 6 mai 1988.

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de revoir au plus tôt les règles de fonctionnement de la Commission d'appel du Fonds spécial d'assistance en vue de les adapter à la situation nouvelle née de la nomination du président, du secrétaire, du secrétaire-adjoint et de ses membres par l'Exécutif de la Communauté française;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Commission d'appel, la Commission d'appel du Fonds spécial d'assistance.

2° Le Ministre, le Ministre-membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a l'aide sociale dans ses attributions.

Art. 2. La Commission d'appel a son siège à Bruxelles.

Elle est convoquée par le président chaque fois que celui-ci le juge nécessaire pour l'instruction régulière des affaires.

La convocation mentionne le lieu, le jour et l'heure de la réunion, accompagnée du procès-verbal de la réunion précédente, elle est envoyée aux membres cinq jours francs avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai ne doit pas être respecté.

Art. 3. En cas d'absence ou d'empêchement du président, il est remplacé par le membre le plus âgé.

Art. 4. Le secrétaire et éventuellement le secrétaire-adjoint sont chargés notamment de la tenue du registre et de la rédaction des procès-verbaux et du rapport annuel.

Art. 5. La Commission d'appel ne siège valablement que si le président et quatre membres au moins sont présents.

Elle décide à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le vote se fait par assis et levé.

La Commission d'appel siège à huit-clos.

Art. 6. La Commission d'appel peut constituer en son sein, des sections permanentes spécialement chargées de l'examen des cas se rapportant à certaines maladies ou infirmités.

Art. 7. Un rapporteur peut être désigné pour chaque affaire, soit par le président, soit par la section permanente à laquelle l'affaire a été confiée.

Le nom du rapporteur, avec l'indication des affaires qu'il instruit et la mention de la date à laquelle l'affaire lui a été confiée, est inscrit par le secrétaire dans un registre à ce destiné.

Art. 8. Chaque année, la Commission d'appel fait parvenir au Ministre un rapport écrit sur ses activités.

CHAPITRE II. — La procédure devant la Commission d'appel

Art. 9. Le recours contre la décision du Ministre sur une demande d'intervention du Fonds spécial d'assistance est introduit auprès de la Commission d'appel par une requête adressée au président de cette commission.

La requête est datée et mentionne :

1° les nom, prénoms et domicile de la personne au profit de qui l'intervention a été demandée;

2° la date de la décision du Ministre;

3° les motifs invoqués contre cette décision;

4° les nom, prénoms et domicile du requérant.

La requête est signée par le requérant; si celui-ci ne sait ou ne peut signer, la requête est signée par deux témoins majeurs.

Ce recours doit être introduit avant l'expiration du trentième jour suivant celui de la notification par pli recommandé à la poste de la décision du Ministre.

Art. 10. La Commission d'appel statue, non seulement sur la base des motifs invoqués par l'appelant, mais aussi sur tous autres éléments parvenus à sa connaissance, même s'ils n'ont pas été retenus par l'autorité qui a statué en première instance.

Si l'instruction révèle la nécessité d'un examen médical, la Commission d'appel désigne un médecin spécialiste parmi les médecins agréés sur sa proposition par le Ministre.

Art. 11. Le requérant est tenu de fournir tous les renseignements qui lui sont réclamés par la Commission d'appel.

A défaut de les recevoir dans les 15 jours de sa demande expédiée par pli recommandé à la poste, la Commission d'appel peut clore l'instruction.

Art. 12. Les décisions de la Commission d'appel sont motivées; elles mentionnent le nom, les prénoms et le domicile de la personne qui fait l'objet de l'appel, l'identité du requérant et la date du prononcé.

Ces décisions sont signées au nom de la Commission d'appel par le président et contresignées par le secrétaire ou le secrétaire adjoint.

Art. 13. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint notifie la décision aux parties intéressées et au Ministre.

CHAPITRE III. — *Prise en charge des frais de fonctionnement*

Art. 14. Le président et les membres de la Commission d'appel peuvent prétendre :

1° à un jeton de présence par séance d'au moins trois heures dont le montant est fixé à 500 F pour le président et à 400 F pour les membres;

2° au remboursement des frais de parcours conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de parcours;

3° au remboursement des frais de séjour, conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Pour l'application du présent article, le président est assimilé aux agents titulaires d'un grade classé dans un des rangs 15 à 17; les autres membres sont assimilés aux agents titulaires d'un grade classé dans un des rangs 10 à 14.

Art. 15. Le président et les membres de la Commission d'appel sont autorisés à faire usage de leur voiture personnelle pour les déplacements nécessités par l'exécution de leur mission. Dans ce cas, ils reçoivent une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé en cas d'utilisation des moyens de transport en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'une voiture personnelle.

Art. 16. Le montant des honoraires alloués aux médecins spécialistes désignés par la Commission d'appel en application de l'article 10, 2e alinéa du présent arrêté est fixé conformément aux tarifs de remboursement en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 17. Sont à charge de la Communauté française, les jetons de présence, les frais de parcours et de séjour ainsi que les honoraires des médecins et les autres dépenses relatives au fonctionnement de la Commission d'appel.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 18. L'arrêté royal du 6 décembre 1956 réglant le fonctionnement de la Commission d'appel du Fonds spécial d'assistance modifié par les arrêtés royaux du 22 avril 1971 et du 28 avril 1978 est abrogé pour ce qui concerne la Communauté française.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Le Ministre qui a l'aide sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 mai 1988.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
R. URBAIN

Le Ministre-Président de la Communauté française chargé du Budget,
Ph. MOUREAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 1483

6 MEI 1988. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot regeling van de werking van de Commissie van beroep van het Speciaal Onderstandsfonds en tot vaststelling van de aan de voorzitter en aan de leden toegekende vergoedingen en bezoldigingen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds, inzonderheid op artikel 10, § 2, gewijzigd bij de wet van 3 april 1965 en bij het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 23 oktober 1985 houdende instelling van de Beroepscommissie van het Speciaal Onderstandsfonds van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 1 februari 1988 tot benoeming van de voorzitter, van de leden, van de secretaris en van de adjunct-secretaris van de Commissie van beroep van het Speciaal Onderstandsfonds;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 6 mei 1988 genomen beslissing;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werkingsregels van de Commissie van beroep van het Speciaal Onderstandsfonds zo spoedig mogelijk moeten worden herzien om ze aan te passen aan de nieuwe toestand die ontstaan is door de benoeming van de voorzitter, van de secretaris, van de adjunct-secretaris en van zijn leden door de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Op voordracht van de Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid.

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° Commissie van beroep : de Commissie van beroep van het Speciaal Onderstandsfonds.
- 2° De Minister : de Minister-lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de sociale hulpverlening behoort.

Art. 2. De Commissie van beroep heeft haar zetel te Brussel. Ze wordt door de voorzitter bijeengeroepen telkens als hij het nodig acht voor de regelmatige behandeling van de zaken.

Het convocatiebriefje vermeldt de plaats, de dag en het uur van de vergadering, de notulen van de voorafgaande vergadering worden er bij gevoegd, het wordt vijf volle dagen vóór de datum van de vergadering verstuurd aan de leden.

In spoedgevallen hoeft deze termijn niet te worden in acht genomen.

Art. 3. In geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter wordt hij vervangen door het oudste lid.

Art. 4. De secretaris en eventueel de adjunct-secretaris zijn belast met het houden van het register en met het maken van de notulen en het jaarverslag.

Art. 5. De Commissie van beroep beraadslaagt slechts geldig indien de voorzitter en vier leden ten minste aanwezig zijn.

Ze beslist bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De stemming geschiedt met zitten en opstaan.

De Commissie van beroep zetelt met gesloten deuren.

Art. 6. De Commissie van beroep kan in haar midden permanent afdelingen oprichten die in het bijzonder belast zijn met het onderzoek van de gevallen die betrekking hebben op zekere ziekten of gebreken.

Art. 7. Voor iedere zaak kan een verslaggever worden aangewezen, ofwel door de voorzitter, ofwel door de permanente afdeling die belast is met de zaak.

De naam van de verslaggever, met de aanduiding van de zaken die hij behandelt en de vermelding van de datum waarop hij belast werd met de zaak, wordt door de secretaris in een daartoe bestemd register ingeschreven.

Art. 8. Elk jaar laat de Commissie van beroep een geschreven verslag over haar activiteiten aan de Minister toekomen.

HOOFDSTUK II. — *De rechtspleging vóór de Commissie van beroep*

Art. 9. Het beroep tegen de beslissing van de Minister over een aanvraag om tegemoetkoming uit het Speciaal Onderstandsfonds wordt ingesteld bij de Commissie van beroep door een bij de voorzitter van deze Commissie ingediend verzoekschrift.

Het verzoekschrift is gedagtekend en vermeldt :

- 1° de naam, voornamen en woonplaats van de persoon voor wie de tegemoetkoming gevraagd is;
- 2° de datum van de beslissing van de Minister;
- 3° de tegen deze beslissing ingeroepen redenen;
- 4° de naam, voornamen en woonplaats van de verzoeker.

Het verzoekschrift is getekend door de verzoeker; als deze niet kan tekenen of daartoe niet in staat is, wordt het verzoekschrift door twee meerderjarige getuigen getekend.

Dit beroep moet worden ingesteld vóór het verstrijken van de dertigste dag die volgt op de kennisgeving van de beslissing van de Minister, bij één ter post aangetekende brief.

Art. 10. De Commissie van beroep doet haar uitspraak, niet alleen op basis van de door de eiser in beroep ingeroepen redenen maar ook op basis van al de andere gegevens die haar ter kennis gekomen zijn, zelfs als ze niet in aanmerking werden genomen door de overheid die in eerste aanleg uitspraak heeft gedaan.

Als het onderzoek de noodzaak van een medisch onderzoek doet blijken, wijst de Commissie van beroep een geneesheer-specialist aan onder de op haar voordracht door de Minister erkende geneesheren.

Art. 11. De verzoeker is ertoe gehouden al de inlichtingen te overleggen die van hem door de Commissie van beroep worden vereist.

Indien de Commissie van beroep deze inlichtingen niet ontvangt binnen de vijftien dagen van af haar ter post aangetekende brief, kan de Commissie van beroep het onderzoek sluiten.

Art. 12. De beslissingen van de Commissie van beroep zijn met redenen omkleed; ze vermelden de naam, de voornamen en de woonplaats van de persoon die het voorwerp uitmaakt van het beroep, de identiteit van de verzoeken en de datum van de uitspraak.

Deze beslissingen zijn getekend door de voorzitter in naam van de Commissie van beroep en medeondertekend door de secretaris of de adjunct-secretaris.

Art. 13. De secretaris of de adjunct-secretaris geeft kennis van de beslissing aan de betrokken partijen en aan de Minister.

HOOFDSTUK III. — *Overneming van de werkingskosten*

Art. 14. — De voorzitter en de leden van de Commissie van beroep kunnen aanspraak maken op :

- 1° een presentiegeld per vergadering van ten minste drie uur, het bedrag ervan wordt vastgesteld op 500 F van de voorzitter en op 400 F voor de leden;

2° de terugbetaling van de reiskosten in overeenstemming met het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

3^o de terugbetaling van de verblijfkosten in overeenstemming met het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

Voor de toepassing van dit artikel wordt de voorzitter gelijkgesteld met de personeelsleden die bekleed zijn met een graad ingedeeld in een van de rangen 10 tot 14.

Art. 15. De voorzitter en de leden van de Commissie van beroep mogen hun eigen wagen gebruiken voor de reizen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van hun opdracht. In dit geval krijgen ze een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat betaald zou zijn geweest bij het gebruik van de gemeenschappelijke vervoermiddelen.

De Franse Gemeenschap dekt niet de risico's die voortvloeien uit het gebruik van een persoonlijke wagen.

Art. 16. Het bedrag van de erelonen toegekend aan de geneesheren-specialisten aangewezen door de Commissie van beroep bij toepassing van artikel 10, 2e lid van dit besluit wordt vastgesteld in overeenstemming met de terugbetalingstarief inzake de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 17. Zijn ten laste van de Franse Gemeenschap de presentiegelden, de reis- en verblijfkosten en de erelonen van de geneesheren en de andere kosten die betrekking hebben op de werking van de Commissie van beroep.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 18. Het koninklijk besluit van 6 december 1956 tot vaststelling van de werkwijze der Advizerende Commissies van het Speciaal Onderstandsfonds gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 april 1971 en van 28 april 1978 wordt opgeheven voor wat de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 20. De Minister tot wiens bevoegdheid de sociale hulpverlening behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 mei 1988.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :
De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,
R. URBAIN

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap, belast met de Begroting,
Ph. MOUREAUX

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 21 januari 1988, dat in werking treedt op 20 augustus 1988, is de heer Kiekens, J., voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op het emeritaat.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 3 februari 1988 is Mevr. Talon, J., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, voor vast benoemd tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank, op datum van 21 augustus 1988.

Bij koninklijk besluit van 14 juni 1988 is de aanwijzing van de heer De Troyer, A., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, tot het ambt van jeugdrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van twee jaar, met ingang van 20 augustus 1988.

Hij blijft gemachtigd zitting te nemen in de kamers voor burgerlijke zaken van deze rechtbank.

Bij ministeriële besluiten van 11 augustus 1988 :

— is aan de heer Lecolle, A., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Eupen, opdracht gegeven om, alleen voor de zittingen in de Duitse taal, zijn ambt bij het hof van beroep te Luik te vervullen;

— is aan Mevr. De Ridder, V., griffier bij het vrederegerecht van het kanton Halle, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van griffier-hoofd van de griffie van het vrederegerecht van dit kanton te vervullen.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Wegvergunning. — Elektrische lijnen

Een koninklijk besluit van 19 juli 1988 verleent aan de s.v. « Gecoli », te Linkebeek, een bijvoegsel aan een wegvergunning, voor het aanleggen van elektrische leidingen op het grondgebied der gemeenten Bornem en Schelle.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 21 janvier 1988, entrant en vigueur le 20 août 1988, M. Kiekens, J., président du tribunal de première instance de Malines, est admis à la retraite.

Il a droit à l'éméritat.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 3 février 1988 Mme Talon, J., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, est nommée à titre définitif en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, à la date du 21 août 1988.

Par arrêté royal du 14 juin 1988 la désignation de M. De Troyer, A., juge au tribunal de première instance de Termonde, aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de deux ans, prenant cours le 20 août 1988.

Il reste autorisé à siéger aux chambres civiles de ce tribunal.

Par arrêtés ministériels du 11 août 1988 :

— M. Lecolle, A., greffier au tribunal de première instance d'Eupen, est délégué en la même qualité à la cour d'appel de Liège pour les seules audiences de langue allemande;

— Mme De Ridder, V., greffier à la justice de paix du canton de Hal, est déléguée temporairement aux fonctions de greffier-chef de greffe de la justice de paix de ce canton.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Permission de voirie. — Lignes électriques

Un arrêté royal du 19 juillet 1988 accorde à la s.c. « Gecoli », à Linkebeek, un avenant à une permission de voirie, pour l'établissement de canalisations électriques sur le territoire des communes de Bornem et Schelle.